Vue d'ensemble

Le commerce en 2009 : baisses de l'activité et de l'emploi

Philippe Bourieau, Claire de Kermadec, Stéphanie Lemerle, Sophie O'Prey*

L'année 2009 est marquée par les effets de la récession. La baisse d'activité est prononcée dans le commerce de gros, particulièrement pour les biens d'équipements industriels. Le commerce de détail, pris dans son ensemble, est en légère baisse. L'activité de l'ensemble du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles diminue fortement, malgré la hausse des ventes de véhicules neufs sous l'effet de la « prime à la casse ». Pour la première fois depuis 15 ans, l'emploi baisse dans le commerce, y compris dans le commerce de détail.

En 2009, dans les trois grands secteurs du commerce (encadré), le chiffre d'affaires, calculé à partir des **indices mensuels de chiffre d'affaires** (définitions) baisse en volume (c'est-à-dire aux prix de l'année précédente). Cette baisse est forte pour le commerce de gros et les intermédiaires du commerce (– 4,3 %), après une année 2008 où ce secteur avait bien résisté à la montée de la crise (+ 1,5 %). De même, l'activité diminue légèrement dans le commerce de détail (– 0,5 %) après une faible progression en 2008 (+ 1,5 %). Enfin, la baisse de chiffre d'affaires enregistrée en 2008 par le secteur du commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (– 2 %), s'accentue en 2009 pour atteindre – 6,1 %. Ce fort recul du chiffre d'affaires en volume concerne toutes les activités de vente et de réparation automobiles et motocycles. Le succès de la « prime à la casse » ne suffit pas à maintenir l'activité du commerce de véhicules automobiles et motocycles qui comprend, outre la vente de véhicules neufs aux particuliers, la vente de véhicules en gros, de véhicules d'occasion, de pièces détachées et de services d'entretien et de réparation.

Une baisse d'activité marquée dans le commerce de gros

Suivant avec un peu de retard la conjoncture, l'activité du commerce de gros baisse fortement en 2009 : – 4,3 % en volume (*figure 1*). Le chiffre d'affaires de l'ensemble des grossistes atteint 697 milliards d'euros. Seul le commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants progresse en volume (+ 8,7 %) grâce à de très bonnes récoltes céréalières. Dans le commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac, l'activité recule en volume (– 3,3 %). Celle des grossistes en biens domestiques, tributaires de la demande des ménages, se retourne (– 0,6 % contre + 1,5 % en 2008). La plus forte baisse d'activité enregistrée dans le commerce de gros concerne les biens d'équipements industriels (– 15,1 %). Le retournement de conjoncture est enfin très marqué pour le commerce de gros non spécialisé (+ 5,6 % en 2008 contre – 8,5 % en 2009).

^{*} Philippe Bourieau, Claire de Kermadec, Stéphanie Lemerle, Sophie O'Prey, Insee.

Encadré

Mise en garde

Les chiffres donnés dans cette vue d'ensemble présentent deux différences importantes avec ceux fournis dans l'Insee Première « Le commerce en 2009 ».

D'une part, pour être cohérents avec l'ensemble de cette édition du *Commerce en France*, les résultats sont présentés en nomenclature *NAF Rév. 2 (NAF Rév. 1* pour l'Insee *Première*, qui s'appuie sur les données des Comptes du Commerce) ; ceci implique également de travailler cette année à un niveau relativement agrégé de la nomenclature du fait de

l'indisponibilité des données d'entreprises à des niveaux plus détaillés pour 2008.

D'autre part, pour cette année de transition, l'activité des secteurs du commerce en *NAF Rév. 2* est décrite par les *chiffres d'affaires* et non par les seules *ventes de marchandises*, comme c'est le cas dans l'*Insee Première*; les écarts sont alors d'autant plus importants que la part des services dans l'activité des secteurs est importante. S'agissant de l'activité des secteurs du commerce, cette vue d'ensemble fournit ainsi un éclairage complémentaire de celui de l'*Insee Première*.

1. Chiffre d'affaires en volume du commerce de gros et des intermédiaires du commerce

en %

	Évo	Valeur 2009 ¹				
	2006	2007	2008	2009	(Md€)	
Commerce de gros (y compris intermédiaires)	0,0	1,2	1,5	- 4,3	696,6	
Commerce de gros de :						
Produits agricoles bruts et animaux vivants	-6,5	- 8,6	14,0	8,7	52,3	
Produits alimentaires, boisson et tabac	0,7	2,5	- 0,5	- 3,3	129,8	
Biens domestiques	4,7	5,5	1,5	- 0,6	135,0	
Équipements de l'information et de la communication	12,7	8,7	4,4	- 5,1	40,8	
Autres équipements industriels	- 10,0	5,6	- 0,8	- 15,1	74,9	
Autres commerces de gros spécialisé2	0,8	- 1,1	- 2,5	- 8,6	133,7	
Commerce de gros non spécialisé	9,9	4,5	5,6	- 8,5	10,2	
Intermédiaires du commerce de gros	- 0,7	- 1,6	6,1	- 1,5	119,9	

^{1.} Valeur estimée à partir du chiffre d'affaires Ésane 2008.

Source : Insee, indice de chiffre d'affaires, comptes du commerce, Ésane.

Baisse des ventes dans le commerce de détail

En 2009, le chiffre d'affaires de l'ensemble du commerce de détail (hors artisanat à caractère commercial) s'élève à 417 milliards d'euros. Il se replie de 0,5 % en volume (figure 2) après avoir augmenté en 2008 (+ 1,5 %). Sur la période 2004-2009, le chiffre d'affaires du secteur a beaucoup progressé en volume (+ 2,4 % par an).

L'activité des magasins d'alimentation spécialisée (hors artisanat commercial) continue de se replier en volume (– 0,6 %) après la baisse de 2008 (– 1,2 %).

Le chiffre d'affaires du secteur des biens culturels et de loisirs poursuit la baisse amorcée en 2008 (– 4,5 % après – 1,3 % en 2008). L'activité se retourne dans le secteur du bricolage et de l'équipement du foyer, dont le chiffre d'affaires baisse en volume pour la première fois depuis cinq ans (– 2,6 %). En revanche, le chiffre d'affaires des autres commerces de détail en magasin spécialisé continue de progresser (+ 3,8 % en 2009). Ce secteur comprend en

^{2.} Ce secteur comprend les commerces de gros de : combustibles et produits annexes, minerais et métaux, bois et matériaux de construction, appareils sanitaires et produits de décoration, quincaillerie, fournitures pour plomberie et chauffage, produits chimiques, autres produits intermédiaires, déchets et débris.

	Évolution en volume du chiffre d'affaires					Valeur 2009 ¹	
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	(Md€)
Commerce de détail	3,3	3,5	2,4	4,0	1,5	- 0,5	416,8
Alimentation non spécialisée, grands magasins et bazars	0,8	1,9	0,7	1,7	- 0,9	- 1,8	180,9
Alimentation spécialisée(hors artisanat commercial)	-0,3	-0,4	0,2	-0,2	- 1,2	-0,6	31,5
Carburants	-2,7	7,0	-3,8	- 1,1	2,1	-13,0	9,9
Technologies de l'information et de la communication	20,7	21,7	21,0	22,9	18,3	12,3	8,2
Bricolage et équipement du foyer	8,3	4,3	4,7	5,8	0,7	-2,6	46,6
Biens culturels et de loisirs	4,2	2,7	2,7	5,0	- 1,3	-4,5	18,0
Autres commerces de détail en magasin spécialisé	6,3	4,2	4,4	6,4	4,1	3,8	99,0
Éventaires et marchés	1,7	1,1	-5,3	-3,2	-2,6	-0.8	5,8
Vente à distance, à domicile et par automate	4,4	2,5	-0,3	3,0	0,2	- 1,8	17,7

^{1.} Valeur estimée à partir du chiffre d'affaires Ésane 2008.

Champ: France.

Source : Insee, indice de chiffre d'affaires, Ésane.

particulier les pharmacies, dont l'activité obéit à une dynamique particulière peu affectée par la crise. Le secteur des technologies de l'information et de la communication poursuit également sa forte croissance en volume, quoiqu'à un rythme moins important (+ 12,3 % en 2009 contre plus de 20 % en moyenne depuis 2004).

Les éventaires et marchés poursuivent le repli amorcé en 2006, mais à un rythme ralenti (-0,8 % en volume en 2009).

L'ensemble des commerces alimentaires non spécialisés (grandes surfaces alimentaires, magasins populaires, supérettes, etc.), des grands magasins et des autres commerces généralistes non alimentaires (les « bazars ») recule de 1,8 % en 2009.

Le chiffre d'affaires de la vente à distance (vente par correspondance traditionnelle et e-commerce), de la vente à domicile et de la vente par automate diminue également de 1,8 % en volume en 2009. L'essor du commerce électronique est réel mais il concerne également d'autres secteurs commerciaux et se développe aussi dans les services, en particulier la distribution de voyages.

Enfin, le chiffre d'affaires en volume du commerce de détail de carburants enregistre un net recul : il baisse de 13 % après avoir stagné en moyenne sur la période 2004/2008.

Le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles en baisse malgré le succès de la prime à la casse

En 2009, le chiffre d'affaires de l'ensemble des secteurs du commerce et de la réparation automobile poursuit sa baisse en volume (– 6,1 %) et s'établit à 153 milliards d'euros (figure 3). Le chiffre d'affaires du seul commerce de véhicules automobiles diminue en volume de 5,6 %, après avoir baissé de 1,4 % en 2008. Ce repli se produit malgré la forte progression des ventes de voitures particulières neuves liée au dispositif de « prime à la casse » incitant au remplacement des véhicules anciens. Il y a deux raisons à cela. D'une part, le commerce de véhicules automobiles comprend la vente de véhicules neufs, mais aussi la vente de véhicules en gros, de véhicules d'occasion, et de pièces détachées. D'autre part, le chiffre d'affaires est aussi affecté par la baisse de l'activité de service d'entretien et de réparation réalisée par le secteur. Le secteur de l'entretien et réparation de véhicules automobiles connaît en effet un fort recul en volume de son chiffre d'affaires (– 7,7 % en 2009 après – 3,3 % en 2008). Le secteur du commerce et réparation de motocycles enregistre

3. Chiffre d'affaires en volume du commerce et réparation d'automobiles et de motocycles

en %

	Évolution en volume du chiffre d'affaires						Valeur 2009 ¹
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	(Md€)
Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	3,9	3,1	1,0	3,3	- 2,0	- 6,1	152,6
Commerce, entretien et réparation automobiles Commerce de véhicules automobiles Entretien et réparation de véhicules automobiles	- 0,2 5,3	- 0,3 5,0	- 0,4 1,8	- 0,9 4,9	- 3,3 - 1,4	- 7,7 - 5,6	111,5 18,5
Équipements automobiles et motocycles Commerce d'équipements automobiles Commerce et réparation de motocycles	1,9 2,1	- 1,4 0,9	- 1,1 0,6	- 0,2 - 0,2	- 3,4 - 3,9	- 6,4 - 11,4	19,1 4,3

^{1.} Valeur estimée à partir du chiffre d'affaires Ésane 2008.

Champ: France.

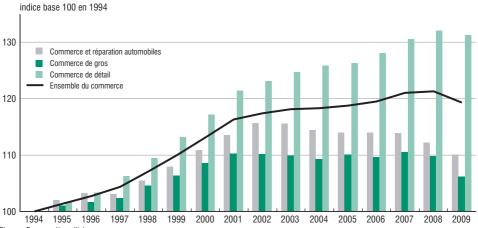
Source : Insee, indice de chiffre d'affaires, Ésane,

enfin la plus forte baisse : – 11,4 % en 2009 après un repli de 3,9 % en 2008. Comme le secteur de l'entretien et réparation de véhicules automobiles, il a pu souffrir d'un phénomène de substitution lié à la prime à la casse qui a favorisé l'achat de voitures neuves au détriment de celui de motocycles.

Première baisse de l'emploi salarié depuis 15 ans

En 2009, un peu moins de trois millions de salariés travaillent dans le commerce, plus de la moitié dans le commerce de détail, et près d'un tiers dans le commerce de gros. L'emploi salarié dans le commerce baisse au cours de l'année 2009 (– 1,7 % en glissement annuel entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2009), et perd plus de 50 000 emplois (*figure 4*). La baisse est un peu moins forte que celle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands (– 2,2 %). Elle se concentre principalement dans le commerce de gros, et dans une moindre mesure le commerce automobile, deux secteurs qui perdaient déjà des emplois en 2008. Le commerce de gros perd plus de 30 000 salariés en 2009 (– 3,3 %), et le commerce automobile, près de 8 000 salariés (– 2,0 %). L'emploi salarié baisse également dans le commerce de détail, pour la première fois depuis 1992, avec un recul de près de 10 000 salariés (– 0,6 %).

4. Évolution des effectifs salariés au 31 décembre dans le commerce en glissement annuel



Champ: France métropolitaine.

Sources : Insee, synthèses et conjoncture de l'emploi - Dares.

Des créations d'entreprises dynamisées par le régime d'auto-entrepreneur

En 2009, 132 000 entreprises ont été créées dans le commerce et l'artisanat commercial, dont 91 000 dans le commerce de détail, 26 000 dans le commerce de gros et 12 000 dans le commerce et la réparation automobiles. Le nombre élevé de créations d'entreprises en 2009 s'explique par l'introduction du nouveau **régime d'auto-entrepreneur**, créé par la **loi de modernisation de l'économie** (définitions). Ce nouveau régime offre des formalités de création d'entreprises allégées. Toutefois, les entreprises créées sous le régime d'auto-entrepreneur n'ont pas toutes démarré effectivement une activité en 2009. Hors régime d'auto-entrepreneur, 63 000 entreprises ont été créées en 2009 dans le commerce, soit – 20 % par rapport à 2008 (– 21 % dans l'ensemble de l'économie).

Le nombre de créations d'entreprises ayant effectivement démarré une activité commerciale est ainsi compris entre 63 000 et 132 000 (nombre total de créations en 2009, y compris régime d'auto-entrepreneur). En 2008, le nombre de créations dans le commerce était de 77 000, en légère baisse (– 2,2 %) après la forte hausse de 2007 (+ 15,9 %).

Le nombre de **défaillances d'entreprises** en date de jugement (*définitions*) augmente dans le commerce (+ 1,8 %) en 2009, mais moins que dans l'ensemble de l'économie (+ 7,1 %). Il est en hausse dans le commerce de détail (+ 4,2 %) et dans le commerce et la réparation automobiles (+ 2,7 %), alors qu'il diminue dans le commerce de gros (− 3,3 %). ■

Définitions

Les **indices de chiffre d'affaires** (ICA) mesurent mensuellement l'évolution de l'activité dans les secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce de détail, des services aux ménages, du commerce de gros et des divers services aux entreprises. Ils sont élaborés à partir des déclarations mensuelles (nommées CA3) faites par les entreprises relevant du régime fiscal réel normal pour le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Pour obtenir des indices de chiffre d'affaires en volume, les indices en valeur ont été déflatés par un indice de prix sectoriel.

Le **régime de l'auto-entrepreneur** a été créé par la **loi de modernisation de l'économie** d'août 2008. Il s'applique depuis le 1^{et} janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités), à titre principal ou complémentaire. L'entreprise individuelle doit remplir les conditions du régime fiscal de la microentreprise (réaliser moins de 80 000 euros de chiffre d'affaires pour une activité commerciale ou moins de 32 000 euros pour les prestations de services et les activités libérales). Le régime de l'auto-entrepreneur offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu.

Les **défaillances d'entreprises** couvrent l'ensemble des jugements prononçant, soit l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, soit directement la liquidation judiciaire. Elles ne tiennent pas compte de l'issue des procédures : liquidation ou redressement par continuation ou reprise. Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judicaire est ouverte à son encontre.

Pour en savoir plus

« La situation du commerce en 2009 - Rapport établi pour la Commission des comptes commerciaux de la nation », document de travail n° E2010/05, Insee, Juin 2010.

Bourieau P., Lemerle S., O'Prey S., « Le commerce en 2009 », Insee Première, à paraître.

Hagège C. et Masson C., « La création d'entreprise en 2009 dopée par les auto-entrepreneurs », *Insee Première* n° 1277, Janvier 2010.